

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2473>



# Coup de gueule du dimanche 17 mai

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Tribunes -



Date de mise en ligne : lundi 18 mai 2026

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Le chaos est plus que jamais à l'ordre du jour et le KO de l'Humanité s'approche ! Michel COLLON et Georges LALIEU viennent d'éditer une version actualisée d'un ouvrage qui, en 2011, prédisait que l'avenir du monde se jouerait « dans et autour de l'Océan Indien ». J'attends de recevoir ce livre pour tenter de démêler l'écheveau d'intérêts croisés et divergents entre USA et Chine ou du monde arabe.

Rappelons aussi que le Nobel d'économie de 2026 a consacré trois économistes dont le Français Philippe AGHION, autour de la destruction comme moteur essentiel de la croissance. Il est possible que les Travaux Pratiques des dirigeants de Donald TRUMP à Benjamin NETANYAHOU veuillent essayer d'en démontrer la justesse ... mais à quel prix humain. De même, le dé tricotage des accords sur l'écologie, dont Emmanuel MACRON voudrait apparaître comme moteur, contribue à saboter la planète Terre pour un bénéfice plus qu'éphémère de l'oligarchie prédatrice.

Et, si ceci ne suffisait pas, voici que l'on nous ressert un petit coup de virus. L'hantavirus est selon les dires dont je me méfie de la fiabilité, un virus moins contagieux mais plus virulent que le covid précédent. J'ai lu que TF1 s'était empressée de demander « où en était la recherche d'un vaccin contre la maladie. ». Il est vrai que Bigpharma s'était accoutumé à l'explosion de ses bénéfices comme la population, du moins française, s'était habituée au vaccin de l'austérité !

Frédéric LORDON, ingénieur, présenté comme économiste (Directeur de recherche au CNRS) mais que je qualifierais volontiers de philosophe, vient de publier dans le Monde Diplomatique de Mai 2026, sa vision cataclysmique de la crise en train d'éclater, sous le titre « LA CRISE SCÉLÉRATE ». Pour celles et ceux que la lecture de ce papier (brillamment argumenté) rebuterait, je vous en propose quelques éléments :

- Jusqu'à présent, des crises économiques, même majeures, avaient pu être surmontées, car survenues l'une après l'autre.
- Le choc pétrolier de 1973 avait vu un quadruplement du prix du pétrole. Celui de 1979-80 fut plus modéré (doublement) mais avait connu, la création de l'OPEP ainsi que l'arrivée au pouvoir de l'imam KHOMEYNI, puis la guerre entre l'Iran et l'Irak, qui avait entravé l'exportation du pétrole iranien. L'impact fut réel mais a fini par se dissoudre.
- Les krachs boursiers de 1987 et 2000 furent moins spectaculaires que celui de 1929 (que je n'ai pas connu !) mais s'inscrivant déjà dans un cycle baissier ont été absorbés sans trop de difficultés.
- La crise financière de 2000-2001 de la surévaluation des entreprises liées à Internet, puis celle des « subprimes » (en français, crédits hypothécaires risqués) de 2007-8 a certes fait des dégâts ainsi que des entorses à la légalité, mais furent jugulées par la mise en place de régulation des banques.
- Mais dans le cas présent, pour l'auteur la conjonction principalement du crédit hors secteur bancaire, le « private credit » (la dette privée) qui a gonflé démesurément, car non régulé, puis les manœuvres de contournement (à savoir des emprunts gagés sur des contrats commerciaux tout ceci pouvant finir en boucle), les besoins de financement de l'IA, pour laquelle les levées de fonds dépassent la centaine de milliards de \$ pour un retour sur investissement prévu de manière plus qu'optimiste en 2030. Et, cerise sur le gâteau (si l'on peut dire), une oligarchie délirante et démoniaque déclenche des guerres dont la conséquence est tout aussi incertaine que la dissolution de la Chambre des Députés par Emmanuel MACRON.
- Frédéric LORDON craint donc (prévoit vraisemblablement) une réaction en chaîne, qui, depuis la chute des

banques, de l'IA du « private credit » pourrait provoquer la pénurie dans tous les domaines y compris alimentaire. Je cite son texte : « Les tsunamis de la finance font ceux du désastre social. Celui qui vient promet d'être terrible, peut-être de proportions jamais vues si le scénario du pire se matérialise-peut-être aussi au point de jeter les populations hors de l'intervalle de tolérance qui leur a fait jusqu'à présent encaisser avec stoïcisme tous les accidents du capitalisme mondialisé ».

- Il poursuit : « un formidable espace politique se dégage, offert à des forces de gauche, reconnaissables à ce qu'elles savent ce qu'est la gauche : le projet constant de repousser aussi loin que possible l'emprise du capital sur l'économie- en fait sur toute la société ».

Si un tel mouvement de libération des griffes de l'oligarchie se réalisait, j'appellerais de tous mes vœux que les chaînes numériques qui se sont abattues sur nous soient brisées dans le même temps. Ne devons-nous pas justifier l'usage que nous devons faire de notre épargne, de notre identité (décret de l'UE 2024/886 du 13 mars 2024) sans que nous en connaissions l'usage potentiel ? Et si vous demandez, par ce qui me paraît une légitime réciprocité, que les conséquences d'une éventuelle usurpation d'identité soient prises en charge par la structure qui n'aurait pas suffisamment protégé nos données, vous recevrez un dédaigneux refus. Ainsi les conséquences financières, estimées à 19.000€ en moyenne, s'ajouteront aux problèmes judiciaires ou psychologiques et vous les supporterez seul !

J'ai formulé cette demande auprès du Défenseur des Droits en France, avec pour seule réponse, je cite : « Nos juristes ont étudié votre dossier/Nous ne pouvons pas intervenir dans votre situation ». Ma demande de réponse argumentée reste, pour l'instant lettre morte. Je viens parallèlement d'apprendre que ma lettre ouverte à Madame Ursula Van der LEYEN (cf documents associés) a été transmise à son secrétariat. Cependant je crains que l'on s'obstine à me prétendre que c'est pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Comme si les sommes en jeu justifiaient cet argument fallacieux et que la gabegie financière de nos dirigeants, élus ou non, peut se poursuivre sans problème !